

Le « mercato » n'est pas seulement politique

↳ Entretien réalisé par Nicolas Braemer • nicolas.braemer@territorial.fr



Stéphane Pintre

ANNAIS BRUCHIERO

est président du Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales. Il est directeur général des services d'Antibes.

Le **SNDGCT** tiendra son 68^e congrès, du 22 au 25 octobre, à Évian. www.sndg.info

Les dernières élections ont encore montré que les nouveaux élus étaient prompts à se « débarrasser » du DG de la collectivité dont ils prenaient la tête. La protection fonctionnelle est-elle devenue une fiction ?

Se « débarrasser » ? Le terme est trop violent. La plupart du temps, il ne s'agit pas tant d'une volonté de se « débarrasser » du DGS en place que de disposer de collaborateurs qu'on a choisis et avec lesquels on a envie de travailler. Ce n'est souvent pas pour des raisons politiques. Au contraire, cela traduit véritablement la force du contenu de la mission de direction générale d'une collectivité. Le directeur général n'est plus transparent. La conséquence que nous constatons tous, c'est que, des que les élus changent, même sans alternance politique, il y a la volonté de renouveler les principaux cadres dirigeants de la collectivité, avec des gens en qui l'on a confiance ou qui sont spécialisés dans des domaines où l'on veut accentuer l'action de la collectivité.

La protection fonctionnelle est-elle pour autant devenue une fiction ? Non. Elle continue à jouer. On voit bien que les contentieux sont beaucoup moins nombreux qu'il y a dix ans, même si parallèlement se développe une « chaîne de détachement » qui, par le jeu d'une mobilité naturelle, règle beaucoup de cas avant que la protection ait à jouer.

Si 100 % des DG ont changé dans les grandes villes, nous attendons cependant la fin des six mois pour connaître le sort des DGA.

Finalement, peu de DG échappent à la politisation de leur parcours : faut-il s'y résoudre ou s'en désoler ?

Parler de « politisation » pour les DG est pour moi aussi incorrect que de parler de privatisation quand on passe une DSP. Je ne nie pas que certains DG soient de véritables militants politiques. D'autres ont des orientations plutôt à gauche ou plutôt à droite,

mais beaucoup font aussi des carrières qui ne sont pas marquées politiquement. Le « mercato » a l'œuvre dans les moyennes et grandes villes ne s'apparente pas du tout au même circuit que celui des cabinets qui, lui, est très politique. Les élus eux-mêmes, à quelques exceptions près, ont parfaitement intégré qu'il existait désormais des cadres capables de diriger leurs collectivités sans avoir une étiquette politique marquée. En réalité, c'est un faux problème. Ce qui joue, c'est la capacité du DG et de l' élu à former une équipe. On demande d'abord aujourd'hui au DG de savoir animer une équipe de direction générale et la capacité de négociation et de diplomatie nécessaire pour avoir de bonnes relations avec l'ensemble d'une équipe municipale souvent politiquement plurielle.

« Villes du futur : gouvernance de demain » : pourquoi avoir choisi ces thèmes pour votre prochain congrès ?

Le monde bouge vite, nos collectivités aussi. Les DG doivent être capables de se projeter dans l'avenir, dans la gestion des collectivités de demain. En matière de développement durable, nous sommes passés du gadget à la prise de conscience générale. Nous devons mettre en perspective la protection de l'environnement, mais aussi les pratiques vertueuses en matière d'accueil du public, d'accessibilité, de restauration scolaire. Ce thème intéresse les élus, les populations et les entreprises.

Il s'agit pour nous, directeurs généraux, d'en tirer les conséquences dans la manière dont nous concevons les politiques publiques, mais aussi dans la gestion interne de nos collectivités, en adoptant un management plus équitable, plus réactif, moins hiérarchisé. ■